

Les demandeurs d'emploi de bas niveau de formation

Les bas niveaux de formation sont deux fois plus souvent au chômage que les diplômés, mais leur part tend à diminuer parmi les chômeurs du fait d'une élévation générale du niveau de diplôme. Le chômage de longue durée touche davantage les bas niveaux de formation que les diplômés, sauf chez les jeunes qui bénéficient des dispositifs d'emplois aidés tels les emplois d'avenir. Par ailleurs, les métiers recherchés par les demandeurs d'emploi de bas niveau de formation sont concentrés dans des métiers manuels ou des métiers de services à la personne ou aux collectivités, les femmes et les hommes se distinguant nettement.

Deux fois plus souvent au chômage

Les bas niveaux de formation sont plus touchés par le chômage que les diplômés : 21 % sont au chômage en 2011, c'est 10 points de plus que les diplômés. Ce constat est encore plus marqué chez les jeunes, puisque 47 % des moins de 30 ans qui ont un bas niveau de formation sont au chômage, contre 21 % des diplômés.

Un demandeur d'emploi sur cinq a un bas niveau de formation

31 800 demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C inscrits dans les agences de Pôle emploi au 31 mars 2014 possèdent un niveau de formation inférieur au CAP⁷, représentant 20 % du total des demandeurs d'emploi inscrits (illustration 1). Ils sont légèrement plus représentés parmi les femmes. Au total, 53 % des demandeurs d'emploi de bas niveau de formation sont des femmes. Toutefois, le rapport est inversé dans la catégorie des moins de 30 ans qui comptent six inscrits de sexe masculin sur dix.

92 % des demandeurs d'emploi de bas niveau de formation sont inscrits dans les catégories A, B ou C. Cette proportion apparaît moins élevée parmi les demandeurs d'emploi diplômés (80 %). Le taux de demandeurs d'emploi de bas niveau de formation est plus élevé au sein de la catégorie A (22 % du total des inscrits dans cette catégorie), suivie de la catégorie B (20 %) et de la catégorie C (15 %). Les catégories D et E, c'est-à-dire celles

qui accueillent les demandeurs d'emploi dispensés de recherche (déjà en emploi, en stage, en formation, bénéficiant d'un dispositif de reclassement ou malades), affichent des proportions d'inscrits de bas niveau de formation nettement plus faibles (autour de 12%).

Comme observé dans l'ensemble de la population active, les demandeurs d'emploi de bas niveau de formation sont plutôt âgés : 42 % ont 50 ans ou plus (illustration 2). Les plus jeunes sont en effet scolarisés plus longtemps : les bas niveaux de formation de moins de 30 ans ne représentent que 4 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits en Haute-Normandie.

La moitié des bas niveaux de formation inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an

Au 31 mars 2014, 74 000 demandeurs d'emploi étaient inscrits depuis un an ou plus dans les catégories A, B ou C en Haute-Normandie. Parmi eux, 17 000 avaient un bas niveau de formation, soit 23 % des demandeurs d'emploi de longue durée et 11 % du total des inscrits à Pôle emploi.

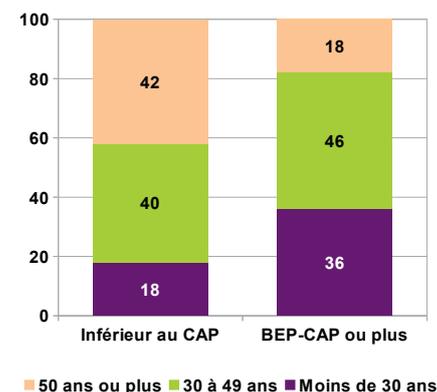
La possession d'un diplôme semble amoindrir les risques d'un chômage long et durable. En effet, les demandeurs d'emploi de bas niveau de formation sont davantage affectés par le chômage de longue durée

que les demandeurs d'emploi diplômés : 53 % des bas niveaux de formation sont inscrits depuis un an ou plus, contre 45 % des diplômés (illustration 3). C'est encore plus net pour le chômage de très longue durée (trois ans ou plus).

Ce constat est toutefois inversé chez les jeunes de moins de 30 ans. Cette situation moins défavorable pour les jeunes de bas niveau de formation est la conséquence probable des dispositifs d'accompagnement à l'emploi à destination des jeunes peu ou pas diplômés comme les emplois d'avenir.

2 Les seniors majoritaires parmi les demandeurs d'emploi de bas niveau de formation

Répartition de l'âge des DEFM ABC selon le niveau de diplôme (%)



Source : Direccte Haute-Normandie, traitements Crefor

1 La part des demandeurs d'emploi de bas niveau de formation croît avec l'âge

Demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C, selon le sexe et le niveau de diplôme (nombre, %)

		Effectifs		Part (%)
		Inférieur au CAP	BEP-CAP ou plus	Inférieur au CAP
Sexe	Homme	15 042	63 530	19,1
	Femme	16 803	62 052	21,3
Âge	25 à 29 ans	5 767	45 174	11,3
	30 à 44 ans	12 726	58 309	17,9
	45 ans ou plus	13 352	22 099	37,7
Ensemble		31 845	125 582	20,2

Source : Direccte Haute-Normandie, traitement Crefor

⁷ Les demandeurs d'emploi (DEFM) de catégorie A, B ou C sont sans emploi ou exercent une activité réduite ; ils sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi. Les demandeurs d'emploi de catégorie D ou E sont en stage, en formation, en contrat aidé ou encore en maladie ; ils ne sont pas tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Une hausse du nombre de demandeurs d'emploi plus contenue pour les jeunes les moins diplômés

Entre mars 2011 et mars 2014 le nombre de bas niveaux de formation inscrits à Pôle emploi a augmenté de 13 %, passant de 28 300 à 31 800 inscrits (*illustration 4*). Toutefois, ce rythme est nettement inférieur à celui des demandeurs d'emploi diplômés (+ 23 %).

Les hommes de bas niveau de formation ont connu une évolution des inscriptions plus défavorable que les femmes. Les femmes restent toutefois plus nombreuses que les hommes d'une année à l'autre, d'environ 2 000 individus. Les variations sont contrastées selon l'âge des bas niveaux de formation, les inscrits les plus âgés subissant la plus forte progression (+ 30%, *illustration 5*). Les catégories d'âge plus jeunes sont marquées par des augmentations plus légères. Les moins de 30 ans ont même

connu une diminution du nombre d'inscrits de 5 % de mars 2013 à mars 2014, alors que les jeunes diplômés connaissent une évolution moins favorable (+ 15 % entre mars 2011 et mars 2014). Le renforcement des dispositifs d'accompagnement et de retour à l'emploi des jeunes (emplois d'avenir, contrats de génération, contrats d'accès à la qualification ...) a contribué à amortir pour ces publics les effets d'une conjoncture défavorable sur le marché du travail.

3 Les jeunes de bas de niveau de formation moins souvent au chômage de longue durée que les jeunes diplômés

Durée d'inscription à Pôle emploi selon le niveau de diplôme et l'âge (nombre, %)

	Moins de 30 ans		Ensemble	
	Inférieur au CAP	BEP - CAP ou plus	Inférieur au CAP	BEP - CAP ou plus
Ensemble des demandeurs d'emploi	5 767	45 174	31 845	125 582
Part des demandeurs d'emploi de longue durée* (%)	28,5	30,8	53,2	45,3
Part des demandeurs d'emploi de très longue durée** (%)	5,1	4,8	21,2	13,7

* Inscrits depuis au moins un an.

** Inscrits depuis au moins trois ans

Source : Direccte Haute-Normandie, traitements Crefor

Note de lecture : 31 845 demandeurs d'emploi ont un niveau de formation inférieur au CAP. Parmi eux, 53,2 % sont inscrits à Pôle emploi depuis au moins un an et 21,2 % depuis au moins trois ans.

4 La part des bas niveaux de formation diminue entre 2011 et 2014

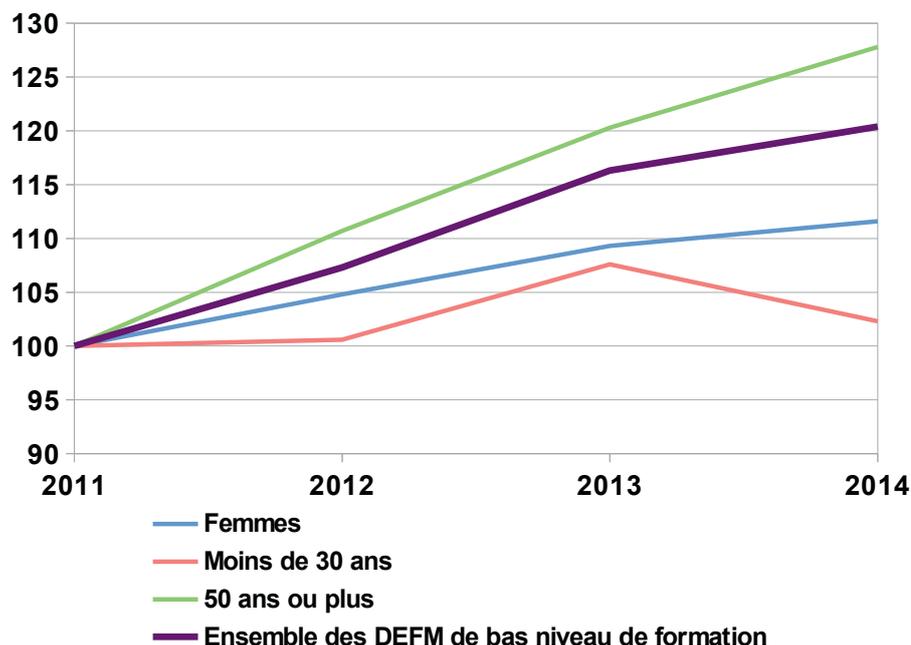
Évolution du nombre de DEFM selon le niveau de diplôme (nombre, %)

		2011	2012	2013	2014	Variation 2014 / 2011
Inférieur au CAP	Effectifs	28 261	29 659	31 243	31 845	+12,7%
	Part (%)	21,6	21,1	20,5	20,2	
BEP - CAP ou plus	Effectifs	102 542	110 711	120 932	125 582	+22,5%
	Part (%)	78,4	78,9	79,5	79,8	
Ensemble	Effectifs	130 803	140 370	152 175	157 427	+20,4%

Source : Direccte Haute-Normandie, traitements Crefor

5 Forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi seniors de bas niveau de formation

Évolution du nombre de DEFM de bas niveau de formation selon le sexe et l'âge (indice base 100 en 2011)



Source : Direccte Haute-Normandie, traitements Crefor

Zoom sur les jeunes de bas niveau de formation inscrits en mission locale

Les Missions Locales remplissent une mission de service public pour l'orientation et l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire. Elles proposent à chacun un accompagnement adapté en les informant sur leurs droits, en les soutenant dans leur orientation professionnelle, en les aidant à entrer en formation, ou encore en leur proposant des actions pour la recherche d'emploi entre autres. Dans la suite, les jeunes en actualité sont ceux ayant eu un contact avec une mission locale au cours de l'année 2014, quelle que soit l'année d'inscription dans la structure. Les jeunes en situation sont ceux entrés dans une situation au cours de l'année (formation, emploi, ...).

Un quart des jeunes suivis par les missions locales ont un bas niveau de formation

En 2014, 10 250 jeunes inscrits dans les douze missions locales de Haute-Normandie ont un niveau de formation inférieur au CAP⁸, soit un quart des inscrits. Les hommes sont surreprésentés parmi les non diplômés (six sur dix) tandis que la répartition par sexe est équilibrée dans l'ensemble de la population accueillie (*illustration 6*). Assez logiquement compte tenu des parcours d'études, les moins diplômés sont proportionnellement plus nombreux dans la catégorie d'âge la plus jeune (16 à 17 ans), avec la moitié des effectifs de cette classe d'âge contre un sur cinq parmi les 18 ans ou plus.

Les bas niveaux de formation ont une ancienneté d'inscription dans une mission locale supérieure aux diplômés

Les jeunes de bas niveau de formation peinent à se stabiliser dans une situation professionnelle autonome, a fortiori les plus âgés. La moitié a une ancienneté d'inscription en mission locale supérieure à deux ans (*illustration 7*). Cette proportion est de dix points supérieure à la population diplômée. En outre, les bas niveaux de formation s'inscrivent en moyenne plus tard que les diplômés dans une mission locale après leur sortie du système scolaire (*illustration 8*). Plusieurs raisons peuvent expliquer ces écarts : d'une part, les plus jeunes (très présents parmi les bas niveaux de formation) ont pu différer leur inscription après avoir tentés d'entrer sur le marché du travail. D'autre part, la démarche d'inscription dans une mission locale peut être freinée par des facteurs plus personnels (souhait de ne pas entrer dans un système, manque d'information, ...).

7 Plus de la moitié des jeunes de bas niveaux de formation inscrits depuis plus de deux ans

Ancienneté d'inscription des jeunes en mission locale, selon leur niveau de diplôme (%)

	Inférieur au CAP	BEP - CAP ou plus
Jusqu'à 6 mois	10,8	14,8
Plus de 6 mois à 12 mois	12,7	14,2
Plus de 12 mois et jusqu'à 18 mois	14,2	17,6
Plus de 18 mois et jusqu'à 24 mois	9,1	9,9
Plus de 2 ans	53,2	43,5
Total	100,0	100,0

Source : base Parcours 3, Association régionale des missions locales de Haute-Normandie – traitements Crefor

6 10 000 jeunes de bas niveau de formation inscrits en mission locale

Effectifs et parts des jeunes accueillis en mission locale selon le sexe et le niveau de formation

	Effectifs		Part (%)
	Inférieur au CAP	BEP - CAP ou plus	Inférieur au CAP
Femmes	3 982	17 652	18,4
Hommes	6 271	16 114	28,0
Ensemble	10 253	33 766	23,3

Source : base Parcours 3, Association régionale des missions locales de Haute-Normandie – traitements Crefor

8 Une inscription en mission locale retardée pour les bas niveaux de formation

Temps de latence entre la sortie du système scolaire et l'inscription en mission locale, selon le niveau de diplôme (%)

	Inférieur au CAP	BEP - CAP ou plus
Jusqu'à 6 mois	31,0	45,4
Plus de 6 mois à 12 mois	14,5	15,8
Plus de 12 mois et jusqu'à 18 mois	9,4	9,0
Plus de 18 mois et jusqu'à 24 mois	6,9	6,6
Plus de 2 ans	38,2	23,1
Total	100,0	100,0

Source : base Parcours 3, Association régionale des missions locales de Haute-Normandie – traitement Crefor

Le projet professionnel, premier souhait exprimé par les jeunes

Quatre jeunes de bas niveau de formation sur dix inscrits dans les missions locales en 2014 ont exprimé le souhait d'être accompagné pour construire un projet professionnel à leur entrée dans la structure, contre deux jeunes diplômés sur dix (*illustration 9*). L'accès à l'emploi ou l'entrée en formation sont également fréquemment cités comme premier souhait par les bas niveaux de formation.

Les dispositifs d'accompagnement par les missions locales aident les moins diplômés à concrétiser leur souhait et à activer un levier d'autonomie et d'insertion professionnelle. En effet, 38 % des bas niveaux de formation ayant changé de situation en 2014 sont entrés en formation et 15 % en immersion professionnelle (*illustration 10*). Cela les distingue nettement des publics diplômés qui sont majoritairement entrés en emploi au cours de la même période (64 %), en raison probablement d'un projet professionnel plus construit ou de compétences en adéquation avec les emplois proposés.

⁸ Parmi les jeunes de niveau V connus (niveau BEP - CAP), 30 % ont suivi toutes les années du cursus sans toutefois obtenir le diplôme correspondant. Ils ne sont pas pris en compte dans cet encadré.

9 37 % des bas niveaux de formation en mission locale souhaitent construire un projet professionnel

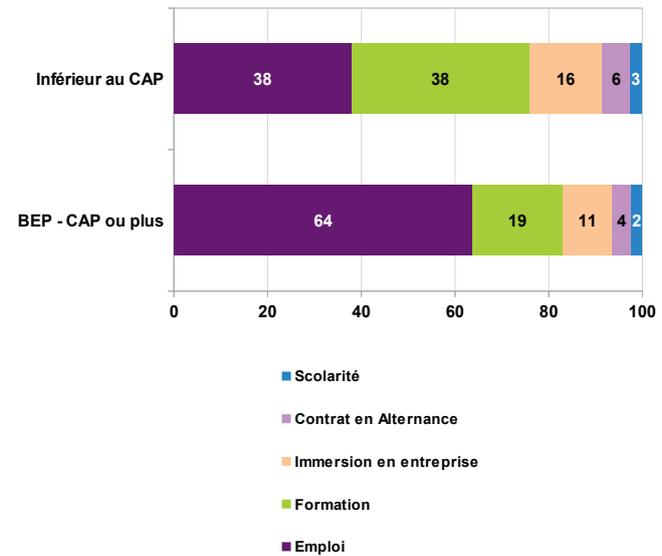
Souhait exprimé par le jeune à son entrée en mission locale, selon le niveau de diplôme (%)

	Inférieur au CAP	BEP - CAP ou plus
Projet professionnel	37,3	21,6
Emploi	28,9	55,0
Formation qualifiante	12,1	12,4
Contrat en alternance	11,6	5,8
Autre formation	4,6	1,8
Vie sociale	2,8	1,8
Situation annexe	1,5	0,9
Logement	0,7	0,7
Santé	0,4	0,2
Total	100,0	100,0

Source : base Parcours 3, Association régionale des missions locales de Haute-Normandie – traitement Crefor

10 Les jeunes de bas niveau de formation se tournent autant vers l'emploi que vers la formation

Entrées en situation selon le niveau de diplôme (%)



Source : base Parcours 3, Association régionale des missions locales de Haute-Normandie – traitement Crefor

Les jeunes de bas niveau de formation dans des situations sociales plus précaires

L'hébergement chez les parents est le mode le plus répandu parmi les bas niveaux de formation (52 %), comme chez les diplômés (59 %). L'hébergement autonome arrive au deuxième rang, mais est légèrement moins représenté parmi les moins diplômés (23 % contre 25 % chez les diplômés).

L'hébergement apparaît toutefois comme une problématique particulière pour les bas niveaux de formation. En effet, 17 % d'entre eux connaissent des modes d'hébergement plus précaires ou moins durables : hébergement chez des amis ou de la famille, foyer, centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), hôtel, hébergement nomade ou pas d'hébergement du tout (*illustration 11*).

Les difficultés d'hébergement vont souvent de pair avec des fragilités sociales. Ainsi, les bas niveaux de formation inscrits dans une mission locale bénéficient plus fréquemment que les diplômés de prestations sociales : 21 % sont bénéficiaires de la couverture maladie universelle (CMU), contre 9 % des jeunes diplômés.

11 Un hébergement plus précaire pour les bas niveaux de formation

Type d'hébergement, selon le niveau de diplôme (%)

	Inférieur au CAP	BEP - CAP ou plus
Hébergé par les parents	52,0	58,5
Logement autonome	22,8	25,1
Hébergé par de la famille	8,9	6,4
Hébergé par des amis	5,3	4,0
Structures d'accueil ou sans hébergement*	6,6	2,2
Autre	4,4	3,8
Total	100,0	100,0

* Foyers FJT et autres foyers, CHRS, hôtels, hébergement nomade

Source : base Parcours 3, Association régionale des missions locales de Haute-Normandie – traitement Crefor

Plus de la moitié des demandeurs d'emploi de bas niveau de formation inscrits dans trois familles de métiers

Les demandeurs d'emploi de bas niveau de formation se positionnent sur un nombre restreint de métiers, à l'image de ce qu'on observe parmi ceux en emploi. Ainsi 57 % des inscrits de bas niveau de formation se retrouvent dans trois familles de métiers, contre 36 % des diplômés.

Les métiers recherchés sont globalement les mêmes que ceux qu'occupent les bas niveaux de formation en emploi. Toutefois, le chômage apparaît très concentré dans la

famille Environnement nettoyage sécurité (surtout le nettoyage), qui regroupe à elle seule un quart des demandeurs d'emploi de bas niveau de formation (*illustration 12*), une part bien supérieure à celle observée parmi les bas niveaux de formation en emploi (un sur cinq). Les bas niveaux de formation sont également nombreux à se positionner sur les familles de métiers « Transport logistique », principalement l'emballage et la manutention, et « Santé social soins personnels », surtout l'aide à domicile ou aux familles.

À l'inverse, les métiers de gestion et de traitement de l'information sont peu recherchés par les bas niveaux de formation,

alors qu'ils sont nombreux parmi ceux en emploi.

Les familles de métiers où se trouvent les plus fortes proportions de demandeurs d'emploi de bas niveau de formation sont l'Environnement nettoyage sécurité (42 %), l'Agriculture (36 %) avec plus précisément les métiers des travaux paysagers, le Textile habillement cuir (34 %) et le Bâtiment gros œuvre (30 %) qui comprend notamment les métiers de la finition. *A contrario*, les familles de métiers Communication médias, Gestion et traitement de l'information, Appui à la production des industries, Électromécanique, Création et production artistique, Électricité énergie

et Transformation des procédés sont ceux qui comptent le moins de demandeurs d'emploi de bas niveau de formation parmi les inscrits au chômage (moins de 10%).

Les environnements professionnels recherchés par les femmes et les hommes de bas niveau de formation apparaissent particulièrement dissociés. Les femmes de bas niveau de formation inscrites à Pôle emploi se retrouvent principalement dans les familles de métiers Environnement nettoyage sécurité (34 % des inscrits), Textile habillement cuir (28 %), Santé social soins personnels (17 %) et Production alimentaire (14 %). Les premiers métiers recherchés sont les services à la personne ou les métiers d'employés dans le commerce ou la restauration (illustration 13). À l'inverse, les hommes sont proportionnellement plus nombreux dans les familles de métiers Agriculture (33 %), Bâtiment gros œuvre (30 %), Bâtiment second œuvre (22 %), Transport logistique (17 %) et Travail du bois (12 %). Ils sont avant tout positionnés sur les métiers manuels dans le bâtiment ou les espaces verts, ou dans la manutention.

Parmi les jeunes de bas niveau de formation, le clivage par sexe se maintient avec seulement deux métiers qui se retrouvent communément dans les listes d'inscriptions des femmes et des hommes : mise en rayon libre-service et opérations manuelles d'assemblage tri ou emballage (illustration 14).

Dans la plupart des familles de métier où les bas niveaux de formation sont nombreux à

12 Nettoyage, transport et logistique sont les premiers métiers recherchés par les bas niveaux de formation

Les familles de métiers (GFE) recherchées par les DEFM de bas niveau de formation (nombre, %)

	Niveau de formation inférieur au CAP			Ensemble Effectifs
	Effectifs	Part dans l'ensemble (%)	Part dans le GFE (%)	
Environnement nettoyage sécurité	8 620	27,1	42,2	20 404
Transport logistique	6 331	19,9	25,3	25 054
Santé social soins personnels	3 214	10,1	17,9	17 955
Bâtiment gros œuvre travaux publics	2 085	6,5	30,1	6 917
Commerce	1 881	5,9	11,0	17 042
Agriculture	1 700	5,3	35,8	4 754
Bâtiment second œuvre	1 692	5,3	23,3	7 276
Production alimentaire	1 431	4,5	23,1	6 193
Mécanique	1 167	3,7	20,5	5 695
Hôtellerie tourisme loisirs	1 003	3,1	12,3	8 153
Travail des métaux	677	2,1	16,5	4 095
Gestion et traitement de l'information	627	2,0	3,9	16 192
Électricité, énergie	287	0,9	9,4	3 046
Travail du bois, matériaux de synthèse	227	0,7	12,0	1 887
Transformation des matériaux, procédés	220	0,7	9,9	2 214
Textile, habillement, cuir	169	0,5	34,2	494
Création et production artistique	123	0,4	7,8	1 584
Appui à la production des industries	104	0,3	4,9	2 127
Électromécanique	83	0,3	5,3	1 552
Techniques graphiques, impression	79	0,2	19,0	415
Communication, medias	66	0,2	3,6	1 836
Pêche, mer	32	0,1	18,0	178
Autres professions (enseignement, magistrature, général)	27	0,1	1,1	2 364
Total général	31 845	100,0	20,2	157 427

Source : Direccte Haute-Normandie, traitements Crefor

se positionner, la part des femmes dans la population des bas niveaux de formation inscrits au chômage est supérieure à la part des inscrites dans la population des diplômés. C'est particulièrement vrai pour les familles Production alimentaire

(respectivement 60 % et 40 %), Mécanique (41 % et 21 %) et dans une moindre mesure Commerce (79% ; 68%), Environnement, nettoyage sécurité (81% et 69 %) et Électricité énergie (43 % et 8 %).

13 Des recherches de métiers différentes entre femmes et hommes de bas niveau de formation

Principaux métiers (nomenclature ROME) d'inscription des demandeurs d'emploi de bas niveaux de formation, selon le sexe (nombre, %)

Hommes de niveau inférieur au CAP			Femmes de niveau inférieur au CAP		
Métiers (nomenclature Rome)	Effectifs	Part dans le total des DEFM	Métiers (nomenclature Rome)	Effectifs	Part dans le total des DEFM
Entretien des espaces verts	1 179	40,9%	Nettoyage de locaux	3 400	44,7%
Préparation du gros oeuvre et des travaux publics	907	44,1%	Services domestiques	2 763	52,6%
Manutention manuelle de charges	879	33,0%	Assistance auprès d'enfants	1 942	24,8%
Nettoyage de locaux	677	8,9%	Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	1 319	27,6%
Magasinage et préparation de commandes	652	16,2%	Assistance auprès d'adultes	828	25,8%
Maçonnerie	624	29,4%	Vente en habillement et accessoires de la personne	457	11,5%
Peinture en bâtiment	598	27,2%	Plonge en restauration	400	27,5%
Conduite d'engins de déplacement des charges	559	24,1%	Mise en rayon libre-service	393	14,7%
Conduite de transport de marchandises sur longue distance	506	21,9%	Personnel de caisse	329	17,3%
Conduite et livraison par tournées sur courte distance	480	22,8%	Vente en alimentation	327	18,0%
10 premiers métiers	7 061	23,3%	10 premiers métiers	12 158	30,0%
Ensemble des métiers	15 042	9,6%	Ensemble des métiers	16 803	10,7%

Source : Direccte Haute-Normandie, traitements Crefor

14 Les différences de métiers femmes - hommes restent présentes chez les moins de 30 ans

Principaux métiers (nomenclature ROME) d'inscription des demandeurs d'emploi de bas niveaux de formation de moins de 30 ans, selon le sexe (nombre, %)

Hommes de niveau inférieur au CAP de moins de 30 ans			Femmes de niveau inférieur au CAP de moins de 30 ans		
Métiers (nomenclature Rome)	Effectifs	Part dans le total des DEFM	Métiers (nomenclature Rome)	Effectifs	Part dans le total des DEFM
Manutention manuelle de charges	298	11,2%	Nettoyage de locaux	284	3,7%
Préparation du gros oeuvre et des travaux publics	256	12,4%	Vente en habillement et accessoires de la personne	245	6,1%
Entretien des espaces verts	210	7,3%	Services domestiques	179	3,4%
Peinture en bâtiment	195	8,9%	Assistance auprès d'enfants	148	1,9%
Magasinage et préparation de commandes	142	3,5%	Mise en rayon libre-service	139	5,2%
Maçonnerie	125	5,9%	Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	128	2,7%
Conduite d'engins de déplacement des charges	114	4,9%	Vente en alimentation	116	6,4%
Mise en rayon libre-service	110	4,1%	Assistance auprès d'adultes	113	3,5%
Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	109	2,3%	Personnel de caisse	89	4,7%
Mécanique automobile	81	7,2%	Service en restauration	82	5,3%
10 premiers métiers	1 640	6,1%	10 premiers métiers	1 523	3,7%
Ensemble des métiers	3 371	2,1%	Ensemble des métiers	2 396	1,5%

Source : Direccte Haute-Normandie, traitements Crefor

Des enjeux différents sur les bas niveaux de formation selon le territoire

En fonction du contexte économique des zones d'emploi et de leur spécificité propre, des profils différents d'individus de bas niveau de formation peuvent être mis en évidence (illustrations 15 et 16). Ces profils font apparaître des enjeux différents selon le territoire.

Les zones d'emploi de Rouen et du Havre se caractérisent par les parts de bas niveaux de formation les plus faibles, que ce soit sur l'ensemble des actifs ou sur les demandeurs d'emploi. Les diplômés sont en effet nombreux dans ces grandes agglomérations, d'une part car les emplois cadres et métropolitains sont fortement représentés, et d'autre part car de nombreux étudiants s'installent pour y faire leurs études et occuper leur premier emploi. Les bas niveaux de formation dans ces zones sont souvent des publics « défavorisés » face à l'emploi : jeunes, familles monoparentales, étrangers sont plus représentés qu'ailleurs. C'est d'ailleurs dans ces zones d'emploi que les taux de chômage sont les plus élevés.

Dans les zones d'emploi de Bernay et de Pont-Audemer, les seniors de bas niveau de formation sont plus présents qu'ailleurs. Cela est en partie lié à la composition de la population en moyenne plus âgée dans ces deux zones d'emploi. Le maintien ou le retour à l'emploi des seniors de bas niveau de formation constitue un enjeu pour ces deux zones d'emploi.

La zone d'emploi de la Vallée de la Bresle (partie haut-normande) est le territoire où la part des individus de bas niveau de formation est la plus importante (parmi les actifs et les demandeurs d'emploi). Bien que les taux soient un peu plus faibles dans la zone d'emploi de Dieppe - Caux Maritime, ces deux zones présentent des caractéristiques proches. Leur forte présence parmi les demandeurs d'emploi est à l'image de leur poids dans l'ensemble de la population. L'emploi industriel non qualifié étant plus important dans ces territoires, les bas niveaux de formation sont vraisemblablement moins exposés qu'ailleurs à des difficultés d'insertion dans l'emploi. Toutefois, l'emploi des femmes de bas niveau de formation constitue un enjeu important car elles sont moins souvent en emploi que les hommes.

La zone d'emploi d'Évreux se caractérise par une faible part d'actifs de bas niveau de formation, mais une forte part parmi les demandeurs d'emploi. Cela peut s'expliquer en partie par des difficultés accrues pour les bas niveaux de formation à trouver un emploi.

Enfin, la zone d'emploi de Vernon-Gisors se distingue par une forte proportion de bas niveaux de formation, par ailleurs plus souvent de nationalité étrangère ou issus d'une famille monoparentale.

15 Plus de bas niveaux de formation dans la zone d'emploi de la vallée de la Bresle

Caractéristiques des bas niveaux de formation (nombre, %)

Zone d'emploi	Bas niveaux de formation		Caractéristiques des bas niveaux de formation (%)					
	Effectifs	Part (%)	Femmes	Moins de 30 ans	50 ans ou plus	Famille mono-parentale	Étrangers	En emploi
Bernay	7 155	27	48	17	40	10	2	80
Dieppe - Caux maritime	13 656	25	51	16	40	10	1	81
Évreux	24 762	24	49	17	38	11	6	80
Le Havre	40 575	23	47	20	37	13	5	77
Pont-Audemer	5 886	25	47	16	40	11	1	80
Rouen	85 709	22	48	18	39	12	6	79
Vallée de la Bresle	5 754	31	52	15	38	10	1	81
Vernon - Gisors	15 200	26	47	18	37	11	9	81
Ensemble	198 697	24	48	18	38	12	5	79

Source : Recensement de la population 2011

Des enjeux différents sur les bas niveaux de formation selon le territoire (suite)

16 14 000 bas niveaux de formation inscrits à Pôle emploi dans la zone d'emploi de Rouen

Caractéristiques des bas niveaux de formation inscrits à Pôle emploi (nombre, %)

Zone d'emploi	Bas niveaux de formation		Caractéristiques (%)	
	Effectifs (31/03/2014)	Part (%)	Moins de 30 ans	Femmes
Bernay	1 030	21	15	57
Dieppe - Caux maritime	2 080	21	15	58
Évreux	4 043	22	18	56
Le Havre	6 710	19	19	50
Pont-Audemer	862	21	17	54
Rouen	13 966	20	19	51
Vallée de la Bresle	842	24	16	62
Vernon - Gisors	2 312	22	18	54
Ensemble	31 845	20	18	53

Source : Direccte Haute-Normandie, traitements Crefor